

# "Dans tous les pays, l'innovation est soutenue par l'État"

## par Jean-Paul Fitoussi

La Tribune 3 mai 2006

Jean-Paul Fitoussi, président de l'Observatoire français des conjonctures économiques.  
Quelle politique industrielle est à la base de la création des pôles de compétitivité ?

- Je crois que tout le monde a compris qu'il s'agissait de créer des "Silicon Valley à la française". Cela me semble être une très bonne idée. La mise en relation de l'industrie, de l'enseignement et de la recherche n'est pas dans la culture française. Les nouveaux pôles tentent d'y remédier. Leur réussite sera une oeuvre de longue haleine. Si dix d'entre eux sont des succès, on pourra dire que la partie est gagnée.

Mais la puissance publique est-elle fondée à intervenir pour soutenir l'innovation ?

- Je constate que l'État s'y emploie dans tous les pays développés, à commencer par les États-Unis. Les libéraux sont même particulièrement actifs et réactifs en la matière. Fin 2005, la Maison-Blanche a demandé au Congrès de débloquer 7 milliards de dollars d'aide à la recherche sur les vaccins. C'est une mesure sanitaire d'urgence dans le contexte de la grippe aviaire, mais c'est également un soutien à l'industrie américaine afin de l'aider à préempter l'important marché des vaccins. L'État ne peut pas tout, mais les politiques volontaristes marchent. Il faudrait être bien naïf pour croire le contraire.

Les pôles permettront-ils de lutter contre les délocalisations ?

- Si les délocalisations sont graves pour les salariés et les territoires qui les subissent, il faut admettre qu'elles font partie du mouvement normal de l'économie. Elles passeraient relativement inaperçues, si la perte d'un emploi n'était pas aussi dramatique dans notre pays. Mieux vaut ne pas trop attendre des pôles de ce côté-là.

Et contre la désindustrialisation ?

- C'est une tendance qui remonte aux années 60, et qu'il convient de nuancer. Les industries externalisent beaucoup de fonctions, ce qui ne veut pas dire que les emplois concernés disparaissent. Par ailleurs, la production de richesse change. La création de valeur se fait dans les services et dans des industries dématérialisées comme l'électronique, les télécoms ou les logiciels. Or, les pôles sont bien positionnés sur ces créneaux d'avenir.

N'aurait-il pas été plus judicieux de lancer des initiatives européennes, plutôt que des pôles franco-français ?

- Le gouvernement agit seul faute de volonté européenne dans ce domaine. Il n'y a pas de pendant industriel aux programmes communs de recherche et développement (PCRD), et c'est éminemment regrettable. Cela dit, les pôles sont ouverts sur l'étranger, ne serait-ce que par le profil des grandes sociétés cotées à Paris, mais très internationalisées : beaucoup d'entre elles y participent...